



interface

SCIENCES PO TOULOUSE
JUNIOR CONSEIL

Livrable Intermédiaire Rectification

Phase 1

Analyse politique et accompagnement du « Quizz du Berger »

Référence étude : 2022_002_CE_001

Tous droits de reproduction réservés

Association régie par la loi 1901 - membre de la Confédération Nationale des Junior-Entreprises

SIRET : 527 552 798 00 011 | CODE APE : 9499Z | N°URSSAF : 310 2323 556

N° TVA intracommunautaire : FR04 527 552 798 00 011



interface

SCIENCES PO TOULOUSE
JUNIOR CONSEIL

SOMMAIRE

A - Affaires étrangères.....	3
B - Agriculture et alimentation.....	4
D - Culture.....	5
E - Démographie et question migratoire.....	6
F - Dépense et dette publiques.....	7
G - Économie et Industrie.....	8
K - Police, Justice et Sécurité.....	9
L - Politique fiscale.....	10
O - Société.....	11
Notre équipe.....	12

NOS RECOMMANDATIONS

A - Affaires étrangères

A2 - Quelle est votre vision de l'Europe ?

1. Il est nécessaire d'approfondir les fondements politiques de l'Union, en progressant peu à peu vers une Europe fédérale et démocratique
2. Nous devons conserver notre souveraineté actuelle tout en favorisant la mise en œuvre de grands projets de coopération à l'échelle européenne
3. Il faut récupérer notre souveraineté budgétaire, monétaire et rétablir notre propre politique aux frontières, quitte à devoir renégocier certains traités
4. Nous devons retrouver notre pleine souveraineté en dénonçant les traités européens et en quittant si nécessaire l'Europe
5. Cela ne m'intéresse pas / Je ne sais pas

A3 – Que pensez-vous de la création d'une armée / de défense européenne commune ?

1. Il est nécessaire de construire une politique extérieure et de défense européenne
2. Il faut limiter l'approfondissement et l'élargissement de l'UE dans le domaine militaire
3. Il faut refuser tout projet d'armée européenne
4. Cela ne m'intéresse pas / Je ne sais pas

NOS RECOMMANDATIONS

B – Agriculture et alimentation

B5 - Selon ces propositions sur la Politique Agricole Commune (PAC), laquelle vous paraît la plus pertinente ?

1. Renforcer et développer la PAC vers plus de libre-échange pour soutenir les petites exploitations
2. La PAC est très bien comme elle est, il ne faut la toucher
3. Durcir la PAC, notamment en réduisant les accords de libre-échange et en instaurant un contrôle des importations agricoles
4. Sortir de la PAC pour retrouver notre pleine souveraineté agricole et renforcer le pouvoir d'achat de nos exploitants
5. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

D – Culture

D5 – Quelle est votre vision de la culture ?

1. La culture représente un outil de croissance, et au même rang que toute industrie, elle doit être rendue la plus compétitive possible.
2. La culture devrait être financée par l'Etat, et par le privé quand c'est nécessaire
3. Il faut que la culture sorte de la logique de rentabilité, un seul mot d'ordre : l'art pour l'art
4. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

E – Démographie et question migratoire

E4 - Quelle position sur l'intégration des migrants en France ?

1. Il faut régulariser tous les travailleurs et travailleuses sans-papiers et faciliter l'accès à la nationalité française pour les personnes étrangères présentes légalement sur le territoire.
2. Il faut instaurer et régulariser une immigration choisie avec des quotas par métiers et par pays.
3. Il ne faut régulariser aucun étranger, la France appartient aux Français de souche
4. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

F - Dépenses et dette publiques

F3 – Quelle doit être la place de l'État dans l'économie française ?

1. Il est nécessaire pour transformer le système capitaliste d'augmenter massivement l'intervention de l'État dans l'économie afin d'assurer une vie décente à ses citoyens
2. L'État doit retrouver un rôle important dans l'économie afin de rétablir ses capacités de régulation et de redistribution sociale
3. L'État en France joue un rôle suffisant dans l'économie dans un juste équilibre entre régulation et liberté économique
4. L'État doit poursuivre son désengagement de la sphère économique afin de réduire ses dépenses et de garantir la croissance économique
5. L'État doit se retirer quasi-intégralement de la sphère économique en se concentrant sur des secteurs stratégiques essentiels et en laissant l'initiative privée garantir la prospérité
6. Cela ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

G - Économie et Industrie

G1 – Que pensez-vous d'un commerce ouvert favorisant une libre circulation des marchandises ?

1. Le libre-échange a permis une phase de prospérité incomparable dans l'histoire, il nous faut donc le promouvoir
2. Le libre-échange est un gain pour ceux qui le pratiquent, même s'il doit être régulé dans certains secteurs
3. Le libre-échange est pertinent avec des partenaires fiables et doit faire l'objet de choix sectoriels et raisonnés
4. Le libre-échange est une menace pour nos industries : il doit se limiter à importer ce que nous ne pouvons produire
5. Le libre-échange est un mythe favorisant l'enrichissement des plus riches aux dépens de la population, et il est nécessaire de renouer avec une stratégie protectionniste
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

G7 – Avec quelle proposition êtes-vous d'accord ?

1. Généraliser le régime des 32 heures à tous les salariés
2. Passer aux 32 heures dans les métiers pénibles ou de nuit et favoriser leur généralisation par la négociation collective
3. Maintenir le régime actuel des 35 heures tout en favorisant des négociations internes à chaque secteur
4. Mettre fin aux 35 heures et libéraliser le choix du temps de travail sans durée maximale
5. Augmenter la durée de travail au-delà de 35 heures, il faut remettre la France au travail
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

K – Police, Justice et Sécurité

K7- Pour lutter contre la délinquance et le terrorisme il faut privilégier à vos yeux:

1. Un renforcement des moyens du renseignement général et une politique sécuritaire accrue dans tous les domaines
2. Une lutte plus efficace contre les problèmes sécuritaires quotidiens en privilégiant la proximité et la répression de l'insécurité quotidienne
3. Le renforcement de nos capacités répressives par l'augmentation d'ouvertures de prisons et le recours potentiel à des emprisonnements plus stricts
4. L'expulsion prioritaire des étrangers radicalisés ou fichés S pour lutter contre l'islamisation de notre société et préserver l'ordre public
5. L'expulsion de l'ensemble des étrangers délinquants enfermés dans nos prisons pour soulager le milieu carcéral et préserver la sécurité nationale
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

L – Politique fiscale

L6 - Selon vous, quelle est la meilleure solution pour favoriser une fiscalité plus verte?

1. Mise en place d'un ISF afin de mettre à contribution les plus fortunés pour financer la transition énergétique : il faut cibler les plus riches
2. Augmenter l'ensemble des taxes sur les produits polluants: il faut un effort financier collectif
3. Baisse de la TVA à 5,5% sur les produits énergétiques et quotidiens: c'est en redonnant du pouvoir d'achat aux ménages que nous transformerons leurs modes de vie : il faut cibler les classes moyennes et les plus pauvres
4. Ne rien faire car l'environnement n'est pas une priorité
5. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

L8- Quelle devrait être l'évolution de la fiscalité des entreprises dans le contexte économique actuel ?

1. Il est nécessaire de poursuivre les allègements fiscaux pour l'ensemble des entreprises, nous devons les soutenir et stimuler leur compétitivité
2. Il faut alléger la fiscalité sur les TPE-PME et sur l'embauche pour lutter contre le chômage et garantir la croissance
3. Il est nécessaire de recalculer la répartition actuelle des montants fiscaux pour rétablir l'égalité entre TPE/PME et grands groupes
4. Nous devons alourdir la fiscalité des grandes multinationales pour financer les programmes publics de redistribution et de cohésion sociale
5. Nous devons rétablir l'égalité fiscale entre firmes et citoyens en augmentant dans son ensemble la fiscalité des entreprises
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis

NOS RECOMMANDATIONS

O- Société

O2- Que pensez-vous de la façon dont la politique s'occupe des handicapés ?

1. Il faut que les questions relatives aux handicapés soient des sujets prioritaires
2. Il faut prendre davantage de mesures pour le bien-être des handicapés
3. De gros progrès ont été fait, il faut continuer sur cette lancée sans en faire davantage
4. Nous avons déjà réalisé suffisamment d'effort pour les personnes handicapées, il est inutile d'aller plus loin
5. On en fait trop pour les handicapés, ça coûte très cher, voire trop
6. Ça ne m'intéresse pas / Je n'ai pas d'avis



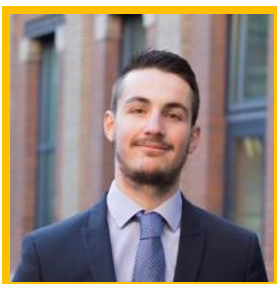
interface

SCIENCES PO TOULOUSE
JUNIOR CONSEIL

NOTRE EQUIPE

A votre service durant cette étude

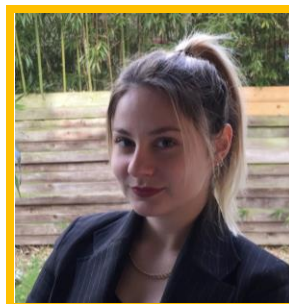
Les Chefs de Projet



Membres du Conseil d'Administration d'Interface SPTJC, **Justine Nouaille** et **Armand Laissy** ont été vos interlocuteurs tout au long de l'étude. Il se sont assurés du bon déroulement de l'étude et ont encadré les Etudiant-Intervenants.

Les Étudiant-Intervenants

Sélectionné parmi les étudiants de Sciences Po Toulouse, **Indra Garnier** et **Théo Birebent**, les EI ont été en charge de réaliser l'ensemble des questions et propositions de réponses avec un format de réponse à choix unique.



Le Pôle Qualité - Suivi d'étude



Emilie Doublier-Villette, **Marie-Esther Duron** et **Lisa Helesbeux** respectivement Vice-présidente, Responsable Qualité & Suivi d'Etude et Responsable Audit, ont garanti la qualité de la prestation proposée par Interface et des livrables remis au client.



NOUS RESTONS A VOTRE ECOUTE !

Justine NOUAILLE | Armand LAISSY

06 95 23 45 80 | 06 58 10 06 38
justine.nouaille@interface-juniorconseil.com
armand.laissy@interface-juniorconseil.com

Interface SPTJC – Junior Entreprise de Sciences Po Toulouse

2 ter, rue des Puits-Creusés
BP 88526 31685 Toulouse Cedex 6

05.61.11.18.59

contact@interface-juniorconseil.com | <https://interface-juniorconseil.com/>